

## Nouvelles locales du jeudi 31 juillet 2014

@rib News, 31/07/2014 ĩ Droit de lâ€™Homme - La société civile burundaise a adressé ce mercredi soir une correspondance au ministre de lâ€™intérieur pour lui demander d annuler la décision du maire de la ville de Bujumbura interdisant de faire une marche pacifique ce lundi 4 août pour demander lâ€™indépendance de la justice. Selon cette correspondance, elles affirment que cette marche est conforme   la loi et que dans cette période où les juges vont commencer leurs vacances, elles veulent que ce soit une occasion de prendre conscience et de militer pour leur indépendance réelle. Ainsi, elles demandent au ministre de lâ€™intérieur d annuler cette décision de Sa  di Juma qu elles puissent faire cette marche pacifique ce lundi matin. [rpa/rtr/isanganiro]

Ī Politique - Après la réaction du gouvernement du Burundi contre les accusations de lâ€™ONG internationale Amnesty International, le FORSC s tonne du fait que le pouvoir de Bujumbura nie toujours les contenus des rapports des organisations sur des faits facilement vérifiables pourtant. Le d clat  général de ce forum   trouve qu Amnesty International est capable de produire de rapports crédibles comme elle lâ€™a déjà fait dans d autres pays, mais que le gouvernement du Burundi les déclare non fondés d  leur publication. Vital Nshimirimana estime que quelqu un d intelligent devrait plutôt prendre en considération ces conseils et les mettre en application. Selon lui, les gouvernements ne peuvent pas faire tout ce qu ils veulent   lâ€™insu des organisations de la société civile tant nationales qu internationales eu égard   lâ€™organisation du monde où ce dernier est devenu plutôt planétaire. [bonesha] - Le gouvernement burundais devrait plutôt démontrer la fausseté du contenu de certains rapports des ONG tant nationale qu internationale au lieu de se contenter de nier tout simplement. C est une déclaration d un professeur d un spécialiste des relations internationale au lendemain de la production d un rapport d Amnesty International sur la situation politique au Burundi, rapport immédiatement démenti par le pouvoir en place. Selon Pascal Niyonizigiye, cette ONG produit d autres rapports dans sous d autres lieux, mais qu il est difficile pour les concernés d accepter le contenu de ces rapports dont la production ne leur plaît pas. Mais, il constate qu une telle démarche peut avoir un impact sur les relations entre les Etats et surtout qu un pays peut avoir besoin des aides en provenance de ses bailleurs lesquelles aides peuvent avoir des conditionnalités telles que le respect des droits de lâ€™homme, la bonne gouvernance, la liberté d expression et d opinion et d autres. Ainsi, il demande au gouvernement de démentir avec des preuves   lâ€™contenu de ce rapport et si c est vrai de montrer les efforts pour corriger ce problème. [isanganiro] - Le porte-parole du président de la République affirme qu une commission de dépouillement des dossiers des commissaires de la CVR va bientôt être mise en place. Selon Léonidas Hatungimana, lâ€™Assemblée nationale a privilégié le dialogue avec tous les concernés afin d avoir une commission acceptée par tous. Ainsi, il affirme que le pas franchi est suffisant et que dans les prochains jours, cette commission devra être mise en place. Il ajoute que lâ€™essentiel n est pas les différents rendez-vous mais plutôt qu il y ait une commission qui tranquillise tous tout en d mentissant aussi que le président de la République n a pas donné un rendez-vous   la fin du mois de juillet, mais plutôt qu il s agissait de son souhait. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

- Les 3 membres du Bureau politique du FNL dirigé par Jacques Bigirimana qui avaient été arrivés mardi de cette semaine ont été libérés ce mercredi dans lâ€™après midi. Dans lâ€™avant midi, ils avaient fait un sit-in devant le domicile du président de ce parti pour demander leur libération. Ici, il faut préciser que c est Jacques Bigirimana qui guidait les  t ments du service national de renseignement qui ont arrivé ces personnes alors qu elles étaient chez le domicile d Emmanuel Cahunja alors porte-parole de ce parti qui a été suspendu de ses fonctions par la suite. Jacques Bigirimana avait lui-même fait le déplacement jusqu  la police où ces collègues étaient détenus et a fait savoir qu ils avaient une réunion d une association dont ils font partie ; ceci pour dire qu ils sont libérés. Ainsi, Emmanuel Cahunja, Jean Claude Nshimirimana et Eric Nduwimana ont passé cette nuit après des heures.   [rpa] - L ADC-Ikibiri accuse la CENI d avoir enfreint la feuille de route convenue entre politiciens en ce qui est le choix de ses membres dans les provinces et dans les communes. Le président de cette coalition annonce qu ils ont écrit une correspondance au président de cette commission pour lui demander de prendre en considération cette feuille de route. Léonce Ngendakumana précise que des consultations auraient avoir été menées entre la CENI et le parti au pouvoir et que les représentants de cette commission au niveau provincial et communal seraient déjà choisis en dehors des consultations comme le voulait la feuille de route. Il ajoute également que la fraude est en train d  tre opérée maintenant. Il demande ainsi   la CENI d arr ter ce processus et d engager un dialogue inclusif afin d arr ter la fraude. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

Ī Justice - Les organisations de la société civile burundaise demandent au président de la République de prendre des mesures qui s imposent pour libérer le président de lâ€™APRODH qui s rendre aux Etats Unis dans les jours qui suivent. Selon le président du FOCODE, Pierre Claver Mbonimpa souffre d une maladie incurable grave et avec son âge, les choses s empirent au jour le jour. Pacifique Nininahazwe trouve par ailleurs que la loi burundaise lui permet d  tre libéré provisoirement. Il constate que ce vieux ne peut aller nulle part en fuyant la justice et que par ailleurs le procureur n a requis qu une peine de 5 ans   son encontre, pour dire que lâ€™meurtre lui reproché n est pas du tout grave. Ainsi, il demande qu il soit libéré avant que le pire ne lui arrive. Il s  t  par ailleurs que ceux que ce fervent défenseur des droits de lâ€™homme a dénoncés que ce soit   Muyinga en 2006, dans lâ€™affaire Manirumva, dans le fameux plan SAFISHA et les cas d ex cution extrajudiciaire sont toujours en liberté et considère cela comme une aberration et un paradoxe. [isanganiro/rtnb]

Ī Diplomatie - Alors que le gouvernement de Bujumbura a organisé une semaine de la diaspora burundaise, certains Burundais vivant   lâ€™étranger ont exprimé leur indignation quant   cette réunion   laquelle ils n ont pas été invités. En effet, dans un communiqué signé par les représentants des Burundais vivant en France, Norvège, Etats-Unis, Suède, Royaume Uni et Canada, il apparaît que ces Burundais accusent lâ€™association AIDBU d  tre proche du pouvoir et que c est pourquoi les membres de cette dernière ont seuls été invités. Ils rappellent qu un grand nombre de Burundais vivant   lâ€™étranger ont fui le pouvoir en place et qu ils ne peuvent pas se présenter dans cette réunion même s ils étaient invités, ce qui est par ailleurs le cas. Ils précisent aussi que les représentants de lâ€™AIDBU n ont pas été élus par personne et qu 

conséquent, ils se représentent eux-mêmes dans cette réunion. Ainsi, ils trouvent que c'est une mascarade du parti pouvoir au Burundi et que les conclusions de cette réunion ne vont engager que ceux qui y ont participé pour leur propre compte. De son côté, le ministre des relations extérieures et de la coopération internationale dément ces accusations. En effet, le directeur du département de la Diaspora fait savoir que les invitations ont été nominatives depuis le mois de mars et qu'aucune considération de parti politique n'a été opérée. Epimaque Ntirushubwe fait savoir que ce n'est pas le parti au pouvoir qui a organisé cette réunion, mais que c'est le gouvernement du Burundi qui l'a organisé. [bonesha/rtr/rpa] Sociétalement Alors que le président de la Commission Nationale des Terres et Autres Biens (CNTB) présentait les réalisations de cette commission dans les six premiers mois de cette année, il a estimé que le bilan est largement positif. Monseigneur Saphirien Bambonanire a annoncé que la commission qu'il dirige va continuer à écouter et rendre justice à ceux qui ont été dépossédés de leurs biens lors des régimes précédents quelque soit qu'ils occupent ou détiennent actuellement la chose litigieuse. Il trouve aussi qu'il ne peut pas y avoir de perturbation de la sécurité suite au travail que la commission accomplit puisque même ceux qui ne comprenaient pas ont commencé à comprendre le bien fondé de ce travail. En fin, il annonce que la commission n'a pas d'obstacles si ce ne sont que certains problèmes qui traitent des problèmes individuels et les font passer pour généraux. [rpa/rtr/isanganiro/rtnb/bonesha]